



SOS TRÉSORERIES

C'est maintenant clair pour tout le monde, quasiment toutes les trésoreries vont fermer !

Cela fait plusieurs mois que la CGT le communique mais déjà deux DDFIP l'ont annoncé clairement .

C'est la disparition totale qui est programmée par le biais de la mise en place des Agences Comptables et le basculement sur du 100 % en back office des missions qui resteraient à la charge de la DGFIP.

Pour le coup, c'est bien un Tsunami qui s'annonce...

La mise à mort de notre réseau de proximité en est la première conséquence. C'est la fin d'un accueil premier niveau sur l'ensemble du territoire !

Dans le même temps, le marché public pour attribuer à un prestataire extérieur la charge des encaissements en numéraire et par carte bancaire prend fin ce 15 février. Nous saurons donc prochainement qui a emporté le morceau (et pour quel tarif ?) pour assurer au minimum 22 points d'encaissement en Loire Atlantique...

Bref, conformément à la feuille de route d'Action Publique 2022, on constate que nos missions sont clairement redistribuées aux collectivités locales ou privatisées.

Les répercussions pour nos collègues vont être très importantes avec de la mobilité subie. **Les cadres seront particulièrement impactés-es.**

Pour le service public, c'est la mort du petit cheval.

SABORDAGE DES HÔPITAUX

En vingt ans, la France a perdu presque la moitié de ses maternités : elle en comptait 814 en 1996, elle n'en compte plus que 498.

Derrière ces fermetures de maternité, il y a des choix politiques : le choix de l'austérité qui figure dans les traités européens, la fameuse règle des 3% qui nous impose la baisse des dépenses publiques et la suppression des services publics.

Dans le Lot, il n'y reste plus qu'une seule maternité. L'an dernier, saviez-vous que 17 bébés sont nés sur l'autoroute dans ce département ? Est-ce cette société que nous voulons ?

Concrètement, l'accès aux soins est réduit pour la population, la qualité des soins et l'accompagnement des malades ne cessent de se dégrader par manque de moyens et ce malgré l'engagement et le professionnalisme des personnels de santé.

La CGT dénonce cette situation, cette gestion comptable qui tourne le dos à la réponse liée aux besoins de moyens supplémentaires pour des services publics de qualité et de proximité, dans les territoires ruraux comme dans les métropoles.

Aujourd'hui, nous constatons la fermeture massive d'établissements au cours de ces 20 dernières années. Les faits sont têtus : en plus de la moitié des maternités fermées, il reste moins de 700 services d'urgence pour l'ensemble du territoire !

Pour la CGT, un hôpital de proximité doit notamment comprendre :

- Un service d'urgence ouvert 24h/24h,
- Une maternité de premier niveau pour les accouchements normaux (80 % des accouchements),
- Une activité de chirurgie et une structure de prise en charge des patients psychiatriques en lien avec la psychiatrie de secteur et les hôpitaux spécialisés.

STOP À L'IMPUNITÉ DES MULTINATIONALES !



« Des droits pour les peuples, des règles pour les multinationales » : voilà le mot d'ordre d'une coalition de plus de 150 organisations de 16 pays européens, dont la CGT, pour exiger des dirigeantes européennes de mettre fin au système de justice d'exception dont bénéficient les entreprises

multinationales et d'introduire des réglementations contraignantes pour qu'elles respectent -enfin ! – les droits humains et environnementaux.

Contre l'impunité, vous aussi, signez et partagez la pétition !

<https://stop-impunite.fr/Signez-maintenant>

27 FÉVRIER, RETOUR DU TRIPODE

En solidarité avec les victimes de l'amiante au Tripode, les Unions Départementales et les Fédérations concernées (dont les Finances), rejointes par les associations de soutien aux victimes de l'amiante, appellent à nouveau à la mobilisation :

Participez, mercredi 27 février, 14^e anniversaire de la destruction du Tripode, au :

– Rassemblement à 12H45 devant la Direction Régionale des Finances Publiques, 4 quai de Versailles.

– A 13H10, nous irons devant la Préfecture (en face) pour des prises de paroles : Unions Départementales syndicales, fédérations des Finances, Addeva 44, Intersyndicale Tripode.

